

## UN HISTORIEN AU PAYS DES SCIENCES SOCIALES : TRAVAILLER DANS UN CONTEXTE MULTIDISCIPLINAIRE

par *Martin Laberge*, Professeur d'histoire des relations internationales, Université du Québec en Outaouais

Nous sommes plusieurs historien(e)s, à œuvrer au sein de départements à caractère multidisciplinaire. Rassurez-vous, je n'ai pas l'intention de soulever spécifiquement des questions de nature épistémologique ou méthodologique. En fait, tout en profitant de la liberté de ton offerte par le *Bulletin*, je souhaite soulever quelques réflexions associées à la place de l'historien dans un contexte de travail multidisciplinaire.

Il y a quelque temps, je réécoutais sur Radio-France, grâce à la magie de l'internet, la rediffusion d'un entretien enregistré en 1978 avec l'historien Jacques Le Goff. Celui-ci présentait alors son dernier ouvrage, *La nouvelle histoire*. L'entretien avec Le Goff m'a replongé dans mes souvenirs associés à mes études de premier cycle à l'UQAM, où Jean-Paul Bernard, dans son cours *Initiation à la connaissance historique*, nous présentait les tenants et les aboutissants de la discipline. Je me souviens de la vision particulièrement braudélienne qui émergeait des lectures proposées dans le cours. Dans cette perspective, l'histoire occupait une place dominante dans les sciences sociales et les différentes disciplines agissaient à titre de « sciences auxiliaires », au service de Clio.

En ce sens, l'entretien avec Le Goff rappelle le sort des historiennes et des historiens œuvrant au sein de départements multidisciplinaires, ou non-historiques. En effet, la tendance en enseignement et en recherche est à l'interdisciplinarité. Du point de vue de l'enseignement, on assiste conséquemment à la multiplication de programmes menant à des diplômes à caractère interdisciplinaire – par exemple, les différents programmes d'études internationales, d'études sur les génocides et les conflits ou, plus souvent dans les universités anglophones, les *Gender and Women's Studies*. Mon cas particulier, à l'Université du Québec en Outaouais, est représentatif puisque j'œuvre dans un département de sciences sociales qui offre des programmes multidisciplinaires demandant la collaboration de sociologues, de politologues, d'anthropologues, d'économistes et... d'historiens!

À mon arrivée au département de sciences sociales, en tant que professeur d'histoire de l'Europe contemporaine et des relations internationales, mes collègues furent confrontés à « l'inquiétante étrangeté de l'histoire », pour reprendre le titre d'un article récent de François Hartog publié dans *Esprit*. Ce qui frappa mes collègues qui ne sont pas historiens, c'est le fonctionnement de l'histoire sur le plan de la recherche et de l'enseignement, plus particulièrement, la nature de l'explication historique. Il faut l'avouer, l'impression dominante était, pour l'enseignement, une perspective empirique, où les cours servent à alimenter les étudiants en faits et, pour la recherche... la même chose, c'est-à-dire, un travail empirique dominé par la description! Parallèlement, ils furent également surpris par la sophistication des modes d'explication proposés par les

historiens. Bref, leur découverte fut celle d'une discipline historique qui peut prétendre à une certaine scientificité et, surtout, susceptible d'apporter un éclairage original sur des phénomènes sociaux et humains complexes. Il serait injuste de critiquer mes collègues. Ceux-ci, représentant simplement la vision un peu simpliste que possèdent bien des champs des sciences sociales à l'égard de l'histoire.

À la lumière de ce constat général, comment s'organise alors la cohabitation au département? De manière simple : par la collaboration via certains projets communs. Très certainement, la petite taille de notre département facilite une telle entreprise – nous sommes 14 professeurs, incluant deux historiens – et celle-ci s'articule autour de trois axes : l'intervention ponctuelle dans la classe d'un(e) collègue, le co-enseignement et, finalement, l'élaboration de projets de recherche multidisciplinaires. Naturellement, nos activités principales de recherche et d'enseignement sont occupées par nos champs de spécialisation. Toutefois, nous acceptons d'orienter une part de nos travaux et de nos enseignements dans une approche multidisciplinaire pour permettre la collaboration entre collègues. Cette formule, qui est loin d'être parfaite, a le mérite de faire intervenir l'histoire dans les autres disciplines des sciences sociales et, en contrepartie, de faire intervenir la perspective des autres disciplines dans nos cours d'histoire. Sur le plan de la recherche, elle permet également de nuancer la portée de certaines approches théoriques et conceptuelles. Certainement, ce mode de fonctionnement représente une perspective minoritaire et limitée à quelques programmes et départements, toutefois, il possède un avantage indéniable : alors que les historiens ont l'habitude d'utiliser les autres disciplines des sciences sociales pour alimenter leurs recherches, force est de constater que les autres sciences sociales font intervenir l'histoire de manière marginale. Sans cette volonté de rappeler à nos collègues sociologues, politologues, économistes et autres artisans des sciences sociales, la contribution potentielle de l'histoire à leurs travaux – autrement que sous une forme anecdotique – c'est le risque de la marginalisation de notre discipline qui nous guette. En fait, il ne s'agit pas de mettre l'histoire au service des autres, mais de réaffirmer sa contribution à la compréhension du monde.

Naturellement, ces quelques observations n'ont d'autres prétentions que celles d'amener une réflexion sur la place de notre discipline au sein des sciences sociales et, à ce sens, je suis curieux de connaître l'avis de mes collègues. L'appel est lancé!